



Une décision qui selon Maurice Kamto, est dictée par l'intérêt supérieur de la Nation.

Maurice Kamto, leader MRC, a annoncé que son parti ne participerait pas aux élections législatives et municipales du 9 février 2020. « **Le MRC a décidé de ne pas prendre part aux élections législatives et municipales du 9 février 2020. J'appelle les électeurs à rester chez eux et à ne pas aller voter** », a déclaré l'opposant de Paul Biya, au cours d'une conférence de presse tenue lundi passé au siège de son parti à Yaoundé.

Maurice Kamto a en outre appelé « **tous les partis politiques de l'opposition, l'ensemble de la société civile, les organisations et autres forces religieuses** » à boycotter ce double scrutin.

L'avocat-politicien, pour justifier la décision de son parti a évoqué entre autres un code électoral « **taillé sur mesure** » pour la victoire du parti au pouvoir, le RDPC, mais surtout la crise qui perdure dans les régions du Nord-Ouest et le Sud-ouest.

La décision de boycotter les élections municipales et législatives du 9 février prochain peut être mal comprise par une certaine opinion. C'est pourquoi Maurice Kamto explique qu'elle est « **dictée par l'intérêt supérieur de la Nation** ».

« L'engagement politique du MRC ne vise pas à assurer quelques postes à ses membres ou à lui adjuger quelques sièges dans un système antidémocratique, liberticide et qui conduit le pays vers le chaos sécuritaire et un désastre économique et social », poursuit-il.

Pour Maurice Kamto, le **« MRC s'est constitué pour bâtir une société nouvelle, une République fraternelle, un Etat moderne structuré sur la base d'un transfert de la majeure partie du pouvoir de l'Etat aux entités organisées qui le composent, et fondé sur le socle de l'Etat de droit, la démocratie effective, les respects des droits et libertés fondamentaux, un développement inclusif se traduisant par un progrès partagé »**.

Dans cette optique, dit le candidat classé officiellement deuxième au dernier scrutin présidentiel, **« le MRC se conçoit comme un humble serviteur de notre peuple et de notre Nation, sur lesquels ne peut prévaloir aucun intérêt individuel ou partisan. »**